

Dix ans après, le sentiment d'abandon des banlieues

Beaucoup des quartiers sensibles secoués par trois semaines d'émeutes en 2005 ont été réhabilités. Mais la pauvreté s'aggrave, le trafic prospère et la radicalisation religieuse inquiète

Dix ans ont passé depuis le mouvement de révolte qui a secoué les banlieues et ébranlé la société française. Durant trois semaines, après la mort de deux adolescents poursuivis par la police, Zyed Benna et Bouna Traoré, dans un transformateur électrique à Clichy-sous-Bois le 27 octobre 2005, des pans entiers de la jeunesse des quartiers ont affronté les forces de l'ordre et crié leur rage.

Des heurts qui ont fait des dégâts matériels importants - écoles, gymnases, maisons de quartiers et entreprises saccagées, voitures incendiées - mais qui ont surtout, par leur ampleur, surpris les politiques et déstabilisé l'État. Il a fallu un déploiement de forces de l'ordre sans précédent et la proclamation de l'état d'urgence, inédite depuis la guerre d'Algérie, pour mater la révolte et ramener le calme. Plus de 4 000 personnes ont été interpellées, 600 personnes écrouées.

Cette révolte a mis en lumière la grave crise sociale vécue à l'époque par les banlieues françaises. Dix ans après, la situation est-elle vraiment différente ?

Les quartiers dits sensibles ont connu une spectaculaire transformation physique. Avec près de 48 milliards dépensés en dix ans dans la rénovation urbaine sur près de 600 quartiers, c'est la plus grosse réhabilitation qu'aient connue les banlieues populaires françaises. 151 000 logements démolis, 136 000 reconstruits et 320 000 réhabilités : le visage de bon nombre de ces communes reléguées s'est métamorphosé. « On n'avait jamais connu de rénovation de cette envergure », explique Azzedine Taïbi, maire PCF de Stains (Seine-Saint-Denis). Petits immeubles tout neufs, places publiques réaménagées, squares et équipements publics flamboyants neufs, ouverture de voies publiques et de transports en commun pour désenclaver les cités... « Le paysage ur-

bain de ces quartiers n'est plus le même », constate Marie-Hélène Bacqué, professeure d'études urbaines à l'université Paris Ouest.

Pourtant derrière cette façade plus attrayante, le décrochage des quartiers populaires s'est accentué. Les rapports de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles vont tous, année après année, dans le même sens : le revenu fiscal des habitants des ZUS ne représente que 56 % du revenu national. Avec la crise économique de 2008, les écarts se sont même creusés entre les zones urbaines sensibles et le reste du territoire. La part des foyers vivant sous le seuil de pauvreté y est trois fois plus élevée.

« ON SUBIT LA CRISE DE PLEIN FOUET »

Les chiffres du chômage montrent les mêmes écarts : le taux d'activité des 15-64 ans est de 10 points inférieur dans les ZUS à celui du reste du territoire, inférieur de 20 points pour les jeunes de 15-25 ans. Pour les jeunes, le fossé est encore plus grand avec un taux de 45 % contre 23 % dans les quartiers hors ZUS. 72 % des habitants de ces territoires considèrent que la rénovation urbaine n'a pas changé leurs conditions de vie. « On subit la crise de plein fouet compte tenu de l'enclavement de nos quartiers et du manque de formation », remarque Olivier Klein, maire de Clichy-sous-Bois.

48 MILLIARDS

C'est, en euros, la somme qui a été investie sur 594 quartiers en dix ans avec le premier plan de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU), lancé en 2004 par Jean-Louis Borloo, alors ministre de la ville. L'État, à travers l'ANRU, a débloqué 12,3 milliards d'euros, le reste a été apporté par les collectivités locales et les bailleurs sociaux.

« J'ai compris que ça n'allait pas s'arrêter »

Olivier Klein Maire PS de Clichy-sous-Bois, il était en 2005 le premier adjoint du maire de l'époque, Claude Dilain, mort en mars

« **CLAUDE DILAIN**, qui venait de se rendre à la centrale EDF où avait eu lieu le drame, m'a appelé pour me dire que les circonstances de la poursuite par la police étaient difficilement explicables et que la situation était tendue. A 6 heures du matin [le 28 octobre], à la mairie, on a reçu les familles de Zyed et Bouna et tenu une conférence de presse avec elles pour réclamer une enquête impartiale. Nicolas Sarkozy avait accusé les enfants d'avoir commis des vols dans un chantier et c'était faux. »

Je me suis ensuite rendu au Chêne-Pointu pour discuter avec les jeunes, leur dire que leur colère était légitime mais qu'elle ne devait pas se retourner contre Clichy et ses habitants. C'était les vacances scolaires et on était en plein ramadan, il y avait du monde partout dehors. Nous écumions les rues et dès qu'on voyait un groupe de jeunes assis quelque part, nous discussions avec eux. Mais on sentait la tension dans l'air.

À la tombée de la nuit, des jeunes se sont regroupés pour en découdre sur le mail du Petit Tonneau et

près du Chêne-Pointu. Il y a eu les premiers jets de pierres contre les cars de CRS. Des échauffourées ont éclaté un peu partout avec les premières voitures incendiées ou retournées. Je tentais de faire la médiation entre les policiers et les jeunes énervés pour que cela ne dérape pas trop. Je me suis retrouvé à faire la circulation pour éviter que les gens qui rentraient chez eux ne soient pris au piège. Le calme est revenu vers 3 heures du matin.

« Montfermeil s'est embrasé »

Le samedi [29 octobre], la marche a eu lieu au milieu des voitures brûlées. Il y avait une grosse foule, des nombreux jeunes Clichois portaient un tee-shirt "Morts pour rien" qu'on avait fait fabriquer. Les familles ont appelé au calme et la nuit s'est passée sans trop de heurts. Avec Claude [Dilain], on a pensé que le plus dur était derrière nous. Il n'y avait pas eu de contagion aux villes voisines.

Le lendemain, c'était le jour de la Nuit du destin [sacrée chez les musulmans], et il y avait beaucoup de monde à la mosquée. Juste après la

prière, une bombe lacrymogène a explosé à l'entrée et les gaz se sont répandus à l'intérieur. La tension est montée très vite sur le Plateau et dans le Bas-Clichy. Montfermeil s'est aussi embrasé. Les vitres de la Maison des services, au pied de la tour Utrillo, ont été caillassées.

J'ai compris que cela n'allait plus s'arrêter. Les premiers incidents ont éclaté à Aulnay-sous-Bois. Et le gouvernement n'avait toujours aucun mot pour calmer les choses. Les interpellations se succédaient. Le lundi soir [31 octobre], assez tard, on a été reçus place Beauvau : Nicolas Sarkozy voulait rencontrer des jeunes de Clichy. C'était surréaliste ! On a passé deux heures à expliquer qu'il fallait que les forces de l'ordre se mettent en retrait s'il voulait que ça se calme. C'est ce qu'ils ont fait et le calme est effectivement revenu à Clichy. Mais le reste du département s'était embrasé. Une semaine après, le gymnase était incendié. Depuis, l'effet d'image a été terrible : on est devenu le symbole d'une ville qui souffre de tous les maux. »

PROPOS RECUEILLIS PAR S. Z.



Les nouveaux quartiers résidentiels du Haut-Clichy, à Clichy-sous-Bois, en janvier. CORENTIN FOHLEN/DIVERGENCE

Les quartiers se sont donc enfoncés dans la crise et le vide économique a été en partie comblé par une économie de survie, un peu partout en hausse. Négoces illicites divers, système D, travail au noir, garages sauvages... Et le trafic de drogue s'est durablement implanté. Mais lui aussi s'est transformé et modernisé. « Le marché du cannabis est devenu dominant, avec quelques réseaux de cocaïne ciblés. Mais la pression sur les habitants et leur quotidien, elle, est beaucoup plus prégnante », souligne Michel Kokoreff, professeur de sociologie à l'université de Paris 8. La concurrence entre territoires entraîne une violence accrue avec son cortège de règlements de compte et ses morts.

La vie sociale des quartiers s'est également atrophiée sous les coups de boutoirs de la crise. Le tissu associatif a subi les coupes budgétaires imposées par l'État. « Avec les nouvelles exigences pour l'agrément, la mise en con-

currence pour remporter un appel à projet, les impératifs de rentabilité », note Bénédicte Madelin, ancienne directrice du centre de ressources Profession Banlieues. L'État a préféré les grands opérateurs et des centaines d'initiatives ont dû déposer le bilan. Supprimant au passage des dizaines d'emplois et une présence quotidienne qui fait désormais défaut.

Dans ce contexte, la tentation du repli et l'emprise religieuse sont plus fortes. « Avec la crise, et le sentiment que la porte est fermée, la religion est devenue une ressource culturelle », remarque le sociologue Didier Lapeyronnie. « L'islam a un périmètre croissant avec des associations autour des lieux de culte qui couvrent des secteurs de plus en plus variés. Il faut cependant nuancer et ne pas surestimer le poids des préceptes religieux sur la vie des gens », renchérit le sociologue Etienne Pingaud.

« On avait l'impression que les CRS faisaient tout pour attiser la colère »

Mohamed Mechmache Educateur de rue à Clichy-sous-Bois en 2005, il est le président de l'association AC-LeFeu

« **J'ÉTAIS À PARIS** quand un ami m'a appelé. "Viens vite, c'est le sheul [le bordel en argot]. Deux petits sont morts et le troisième est à l'hôpital. Ça part en cacahuète dans le quartier du Chêne-Pointu", m'a-t-il dit. J'étais éducateur de rue dans un club de prévention. On est partis sur le terrain à plusieurs. Les jeunes descendaient de partout avec une colère immense ; ils gueulaient contre la police, voulaient savoir ce qui s'était passé.

Le lendemain [28 octobre], ça s'était étendu à toute la ville. Des cars de CRS arrivaient en masse sur la nationale 3. Des équipes de journalistes sillonnaient la ville aussi, demandant à tout le monde de les amener auprès des familles des défunts.

Dès la nuit tombée, des petits groupes très mobiles parlaient à la confrontation avec la police. Mais il y avait beaucoup d'adultes aussi dans la rue. Le troisième soir, on a vu de plus en plus de jeunes venus des banlieues voisines.

Mais c'est surtout après le gazage de la mosquée que ça a dégénéré. Sur le Plateau, il y avait un face-à-face entre les jeunes et la police. J'étais au milieu, en train de raisonner les jeunes pour qu'ils reculent. Les flics me criaient "Ferme ta gueule, on ne parle pas avec toi. On va se les taper !" Je me suis fait tirer dessus au Flash-Ball. Des mères qui essayaient de retenir leurs gamins se faisaient insulter.

« Les hélicoptères sont arrivés »

La police a fait défiler les derniers fideles de la mosquée les mains sur la tête. Des jeunes religieux étaient là aussi pour dire aux jeunes "Arrêtez, ça ne sert à rien !" : ils se sont fait tirer dessus. Le lendemain, on a ramassé des cartouches avec des inscriptions : "Trends ça dans ta gueule, sale Arabe". On avait l'impression que les CRS faisaient tout pour attiser la colère.

La quatrième nuit, les hélicoptères sont arrivés, pleins feux sur les

tours. La police faisait le tour des halls et ramassait tout le monde. On voyait des portes s'ouvrir dans les étages pour abriter les jeunes. Il y a eu des dizaines d'arrestations. Le soir, le père de Bouna Traoré est arrivé furieux au QG de la police : "Vous m'avez pris mon fils et vous venez maintenant embarquer ses amis qui étaient venus pour la veillée ! Mais tuez moi aussi !" ; criait-il les bras en l'air.

Au lendemain de la sixième nuit, Sarkozy nous a invités Place Beauvau. Dans son bureau, il y avait les élus, les associatifs et toutes les polices de France. Tout d'un coup, tous les portables des responsables policiers se sont mis à sonner. A leur tête, on a compris que ça avait commencé à péter ailleurs. Sarkozy nous demandait : "Dites-moi ce qu'il faut faire pour arrêter ça." De retour à Clichy, on a vu que les forces de l'ordre restaient à la périphérie, et les quartiers se sont calmés. »

PROPOS RECUEILLIS PAR S. Z.



Mais l'islam, plus visible, remplissant une présence sociale autrefois dévolue aux associations, est aussi plus marquant. La radicalisation à l'œuvre dans certains quartiers, autour de certaines mosquées, inquiète vivement les autorités, sur fond de menace djihadiste et d'importation des guerres syriennes sur le territoire national. Au point que la méfiance s'est muée en peur, entraînant une focalisation sur les dangers de l'islam dont pâtissent tous ses pratiquants.

« Depuis dix ans, on n'a pas du tout réhabilité la dignité des habitants », résume Azzedine-Taïbi. La dignité est en effet un des leitmotivs des revendications entendues tant auprès des élus que des habitants des banlieues. Avec des services publics qui souffrent plus qu'ailleurs, les habitants ont l'impression d'être oubliés. Le cas de l'école est emblématique. Les élèves scolarisés dans les quartiers sont deux fois

plus souvent en retard dans leur scolarité. Les mobilisations en Seine-Saint-Denis contre le non-remplacement des enseignants ou celle des mères du quartier du Petit-Bard à Montpellier contre le manque de mixité sociale dans les écoles ont rappelé le décalage perçu au sein de l'éducation nationale.

Les rapports police et population ne sont guère plus reluisants. Depuis les émeutes de 2005, les forces de l'ordre se sont vues confortées dans leur approche militarisée des territoires. Le chercheur au CNRS Fabien Jobard le démontre : la hiérarchie policière estime que le maintien de l'ordre durant les événements a été plutôt réussi. Sa conception va peu se modifier par la suite : dans les zones de sécurité prioritaires, on a dorénavant des unités hiérarchisées, cantonnées et vite dépêchées sur les lieux de désordre. Bien loin d'une police de proximité qui connaît le quartier et ses habitants, dont les élus regrettent la disparition.

COUP D'ARRÊT PAR NICOLAS SARKOZY

Dans le même temps, la défiance vis-à-vis des forces de l'ordre n'a cessé de s'accroître. Le divorce est profond, particulièrement au sein de la jeunesse des quartiers : près de deux mineurs sur trois déclarent ainsi se méfier de la police, la jugeant stigmatisante et raciste. « L'intervention policière est devenue en elle-même un élément du malaise des banlieues », souligne le sociologue Thomas Kirsbaum.

Qu'a fait la politique de la ville pour corriger ce sombre tableau ? Regarder dix ans en arrière permet de repérer diverses séquences, observent les spécialistes. En avril 2006, la loi égalité des chances, conçue comme une réponse aux événements, reconnaît ainsi la réalité des discriminations qui touchent les quartiers et leurs habitants. Elle crée des classes préparatoires dans les ZUS, installe une agence pour la cohésion sociale, renforce les pouvoirs de la Haute autorité de lutte contre les discriminations... Puis tout s'arrête. « Le quinquennat de Sarkozy met un terme à ces politiques et, derrière une façade de représentation des minorités, il ne s'est plus rien passé durant cinq ans à part la continuation des projets de rénovation urbaine », assure Renaud Epstein, maître de conférence en science politique à l'université de Nantes.

Avec l'élection de François Hollande et l'arrivée de François Lamy au ministère de la ville, les acteurs ont cru à un renouveau. « Lamy a essayé de remettre à plat les dispositifs publics et d'être plus à l'écoute des acteurs des quartiers. La parenthèse s'est refermée avec le gouvernement Valls », insiste le chercheur. La nomination successive de pas moins de quatre titulaires du portefeuille de la ville depuis 2013 n'en serait que le signe le plus manifeste. ■

SYLVIA ZAPPI

51,4%

Plus de la moitié des mineurs vivant dans les quartiers prioritaires (ex-ZUS) sont sous le seuil de pauvreté, dans des foyers gagnant moins de 60% du revenu médian (987 euros pour une personne seule). C'est plus du double de la moyenne nationale. En France métropolitaine, 13,9% de la population vit sous ce seuil de pauvreté. Dans les quartiers prioritaires, c'est presque le triple (38,4%).

« On a passé six nuits à faire rentrer les jeunes »

Zoulikha J. Cette mère de cinq enfants, âgée de 35 ans, habitait la cité du Bois-du-Temple

« IL ÉTAIT ENVIRON 22 heures [le 27 octobre] quand un voisin m'a téléphoné pour me dire que des voitures brûlaient dehors. J'étais en train de ranger parce que j'avais eu des invités pour le repas de l'iftar [la rupture du jeûne du ramadan]. J'ai vu les flammes juste sous ma fenêtre. Les petits étaient couchés, alors je suis descendue rejoindre des amis.

On est restés deux heures dehors à essayer de comprendre ce qui s'était passé. Personne ne comprenait comment deux enfants qui n'avaient rien fait pouvaient avoir été tués. Le lendemain, on avait l'impression d'être en état de siège : il y avait la police et des équipes de télévision partout.

On a constitué un groupe d'une vingtaine de parents et on a sillonné les rues entre le Bois-du-Temple et le Chêne-Pointu pour rassurer les parents, faire rentrer les jeunes qui s'énervaient dehors. C'était pas facile parce qu'il

fallait franchir les barrages, les policiers nous parlaient mal et nous narguaient avec leurs matraques. Plusieurs voitures brûlaient et les CRS faisaient le tour des bâtiments au pas de course, montaient dans les étages, hurlaient aux gens qui étaient aux fenêtres mais on n'avait pas le droit de fermer les volets ! Les hélicoptères tournaient au-dessus de la cité, leurs projecteurs fouillaient avec leur lumière dans l'intérieur des appartements. Les enfants avaient peur.

On a passé six nuits blanches à faire rentrer les jeunes. Certains nous écoutaient, d'autres pas. Ils avaient la rage. Le réveil a été dur. On n'a jamais eu de cellule psychologique pour les enfants à l'école comme il y en a quand il y a des drames... C'est parce qu'on n'appartient pas au même monde. On ne vaut rien dans les quartiers. On n'est là que pour les élections... » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR S. Z.

« Les premiers jours, la hiérarchie était dépassée »

Yannick Landurain Brigadier-chef au commissariat de Bobigny, 34 ans, il était à l'époque gardien de la paix à la compagnie départementale d'intervention de Seine-Saint-Denis

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ayant refusé de laisser ses fonctionnaires parler des émeutes de 2005, seuls peuvent s'exprimer sous leur nom les policiers protégés par leur mandat syndical, comme Yannick Landurain, délégué syndical Unité-SGP-Police.

« À l'époque, j'étais à la compagnie départementale d'intervention (CDI) de Seine-Saint-Denis depuis à peine un an, j'étais tout jeune, 24 ans. Le premier soir, j'étais de repos, mais dès le lendemain je me suis retrouvé à Clichy-sous-Bois. On a vu tout de suite que c'était quelque chose d'important, on n'y allait pas la fleur au fusil, il y avait quand même deux morts.

Mais on pensait que ça durerait trois ou quatre jours, et puis que ça se calmerait. Tout le monde a été surpris quand ça s'est propagé aux villes voisines. Les quatre-cinq premiers jours, c'était un peu la débâcle, personne n'avait la méthode, on a tout de suite compris que la hiérarchie était dépassée. Ils essayaient bien de suivre, ils ont installé un poste de commandement à Clichy, mais ils

étaient toujours hésitants, ils mettaient beaucoup de temps à intervenir, à choisir. Le phénomène était de trop grande ampleur, il n'y avait pas que des voitures brûlées, mais aussi des bâtiments. Et puis la médiatisation était énorme.

Nous, sur le terrain, on avait un peu une impression de guerre civile. On parvenait à éparpiller les émeutiers, mais ils revenaient tout de suite à la charge. Et puis on a vu arriver les barricades, les cocktails Molotov. On a compris qu'ils se préparaient toute la journée, qu'ils étaient vraiment là pour en découdre. On prenait le service à midi, et on terminait parfois à 4 heures du matin. Après, on restait ensemble pour boire un coup, faire sortir la tension. Résultat, on arrivait chez nous vers 7-8 heures, on dormait trois-quatre heures, et on repartait.

Pourquoi ça n'a pas dégénéré [aucun mort pendant les opérations de maintien de l'ordre] ? Bien sûr, on était à fleur de peau. Mais il n'y a pas eu de blessures sérieuses, par de tirs, non plus. Ça nous retenait : on n'a pas vécu de situation

Trois semaines qui ont ébranlé la France

Après la mort de Zyed et Bouna, les émeutes entraînent l'instauration de l'état d'urgence

Le jeudi 27 octobre 2005, Zyed, Bouna, Muhittin et sept de leurs copains ont passé l'après-midi à jouer au football. Afin d'être chez eux pour la rupture du jeûne du ramadan, ils quittent le terrain de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis) vers 17 heures, et remontent vers Clichy-sous-Bois. Un voisin croit alors voir deux d'entre eux entrer sur un chantier de construction, un troisième « faire le guet », il appelle la police. Moins de dix minutes plus tard, la brigade anticriminalité (BAC) est sur place : un des jeunes est interpellé, les autres détalent, vite rattrapés par d'autres équipes de la BAC appelées en renfort.

Mais Zyed, Bouna et Muhittin s'échappent, escaladent les 3 mètres de l'enceinte d'une centrale EDF et le haut mur du transformateur sans se rendre compte du danger. À 18 h 12, un arc électrique se forme entre Zyed, 17 ans et Bouna, 15 ans, les tuant sur le coup. Muhittin, 17 ans, grièvement brûlé, parvient à appeler les secours. Le soir même, Clichy-sous-Bois connaît sa première nuit d'émeutes.

De l'huile sur le feu

Le lendemain, alors que la ville est sous le choc, le premier ministre Dominique de Villepin et le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy insinuent dans leurs premières déclarations que les victimes seraient des cambrioleurs. De l'huile sur le feu, alors que les policiers de la BAC attestent, dès leurs premières dépositions, n'avoir constaté ni vol ni dégradation. Dans la soirée, 300 CRS et gendarmes affrontent à Clichy pierres et cocktails Molotov.

Sur TF1, le 30 octobre, Nicolas Sarkozy annonce l'ouverture d'une enquête pour faire toute la « vérité » sur « ce drame » tout en affirmant d'emblée que les « policiers ne poursuivaient pas ces jeunes ». Un point de vue que ne partagent pas les familles des victimes qui déposent plainte contre X pour non-assistance à personne en danger : outre les procès-verbaux des policiers qui font état à plusieurs reprises de « course-pédestre », des enregistrements suggèrent qu'ils savaient les jeunes en danger de mort et ne sont pas intervenus. Ce même soir, à Clichy, alors que la police affronte des

Dès le 9 novembre, un couvre-feu peut être mis en place partout où les maires l'estiment nécessaire

émeutiers, une grenade lacrymogène explose devant l'entrée de la mosquée Bilal où sont réunis les fidèles, provoquant panique et incompréhension.

Les émeutes s'étendent en Ile-de-France. Au sommet de l'Etat, la crise exacerbe les rivalités entre Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy qui affichent leurs désaccords de plus en plus ouvertement, tandis que l'opposition socialiste fustige « l'impuissance » du gouvernement et s'inquiète des « risques d'aggravation ».

Une femme est grièvement brûlée dans l'incendie d'un bus à Sevran, un retraité est tué d'un violent coup de poing à Stains, des policiers sont filmés molestant un homme à La Courneuve. Au total, plus de 1 400 voitures brûlent dans la nuit du 7 au 8 novembre. A Nantes, Brest, Strasbourg, Saint-Etienne ou Toulouse, on déplore l'incendie d'écoles, de gymnases, de commerces... Nicolas Sarkozy évoque des actions qui n'ont « rien de spontané » et sont « parfaitement organisées » (un rapport des renseignements généraux affirmera le contraire).

Le premier ministre décide de frapper un grand coup : il annonce la mise en place de « l'état d'urgence ». Dès le 9 novembre, un couvre-feu peut être instauré partout où les maires l'estiment nécessaire. Le retour à la normale ne sera acté que dix jours plus tard. Quelque 10 000 véhicules auront été brûlés, 233 bâtiments publics et 74 privés endommagés dans 300 communes. Plus de 4 000 personnes interpellées. En mars 2015, après dix ans de rebondissements judiciaires, deux policiers ont comparu devant le tribunal correctionnel pour non-assistance à personne en danger lors de la mort de Zyed et Bouna. Ils ont été relaxés. ■

ALINE LECLERC

« On prenait le service à midi, et on terminait parfois à 4 heures du matin »

où on aurait dû sortir les armes, on en est resté au Flash-Ball. On était bien encadrés par les anciens, la hiérarchie nous tenait bien aussi. S'il y en avait un qui était plus nerveux, il y avait toujours quelqu'un pour le calmer. C'est pour ça que j'avais voulu rejoindre la CDI, après avoir été en commissariat à Drancy. On était en première ligne ensemble, avec un esprit de groupe très fort. Heureusement, parce qu'on était les premiers sur les lieux, dès que ça partait quelque part. Ils ne pouvaient pas envoyer les policiers des commissariats du coin, et les CRS et les gendarmes mobiles mettaient pas mal de temps à arriver.

Sur la fin, même si on ne nous le disait pas comme ça, on a eu l'im-

pression que la consigne, c'était « Laissez cramer, n'allez pas à l'af- frontement ». En gros, on sécurisait les interventions des pompiers, des secours, mais on s'arrêtait là, on ne rentrait plus dans les cités. La priorité, c'était l'apaisement et l'intégrité physique des personnels. D'ailleurs, cette situation a perduré ensuite.

Avant, on intervenait tout de suite, quand il y avait une grosse bagarre par exemple. Depuis les émeutes, on nous dit d'attendre qu'un commissaire vienne sur place. On arrive, tout est terminé. Evidemment, on est frustrés. Ensuite, il y a eu Villiers-le-Bel [émeutes après la mort de deux adolescents dans un accrochage avec la police, en 2007].

Maintenant, dès que les beaux jours arrivent, on est ridiculisés. Ils sont tous à moto, sans casque, et quand ils font un vol à la tire, on ne doit pas aller derrière. Les gens ne comprennent pas. Quelque part, on a fini par baisser notre pantalon. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT BORREDON